

L'ONU ET LE DIFFICILE GOUVERNEMENT DU MONDE

PEUT-ON REMÉDIER À L'ABSENCE DE GOUVERNANCE À L'INTÉRIEUR DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES ?



GEORGES CORM *

Le système des Nations unies et de ses diverses institutions sœurs (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.) est-il en train de faillir et de trahir sa mission de base, tout comme avant lui la Société des Nations durant l'entre-deux-guerres mondiales ? Ce système est-il réformable ? Comment et dans quelles conditions ? La réponse à ces trois questions clés dépend évidemment du jugement que l'on peut se faire sur la marche des affaires du monde, aussi bien sur le plan du développement économique et social équilibré et juste de l'humanité et celui de la sécurité collective. L'élite restreinte qui gouverne le monde d'une main de fer estime quant à elle que tout va pour le mieux, car les progrès technologiques et scientifiques accélérés permettront de trouver toujours des solutions aux problèmes les plus criants, tels que celui du dérèglement climatique ou celui de la persistance de la pauvreté. Beaucoup sont fascinés par le modèle impérial américain auquel ils ne voient pas d'alternative possible. D'autres plus pessimistes et en fait plus lucides ont sonné depuis plusieurs décennies l'alarme sur les méfaits de la globalisation économique et la concentration excessive de pouvoir aux mains d'une petite élite gérante du système international.

* ÉCONOMISTE ET HISTORIEN LIBANAIS – ANCIEN MINISTRE DES FINANCES (1998-2000)

Un diagnostic rapide de la situation économique mondiale

Les progrès fulgurants réalisés dans les différentes branches des sciences et techniques ne doivent pas cacher les mauvais usages qui peuvent en être faits. Il en est ainsi du développement sans précédent des industries et du commerce d'armements. Le désarmement qui avait été un des grands thèmes des années 1970 a pratiquement disparu de l'agenda international. Le trafic des armes n'a jamais été aussi florissant. Il est désormais le fait non seulement de grandes puissances, mais aussi de puissances moyennes. Il donne lieu à l'existence d'intermédiaires derrière lesquels s'abritent les États. Ces intermédiaires construisent des fortunes colossales qu'ils utilisent pour financer des groupes et partis politiques. Pourtant la réduction de la course aux armements permettrait de dégager facilement les ressources nécessaires et indispensables pour améliorer le sort des couches les plus pauvres de l'humanité.

16

Le progrès technique est aussi trop souvent mis au service d'une économie de consommation et de gaspillage sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Économie qui contribue grandement aux désordres climatiques, à la pollution de la planète et à des gaspillages honteux de ses ressources naturelles, plutôt que de dégager les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'une économie plus humaine axée sur la satisfaction des besoins fondamentaux des couches déshéritées de l'humanité.

Le progrès technique sert aussi trop souvent de moyen d'enrichissement rapide des firmes multinationales et de certaines élites économiques qui détiennent une grande partie des leviers de l'économie mondiale et des principales économies nationales et régionales. Il est loin d'être mis au service de l'homme.

Toutes ces dérives ont plusieurs sources, dont le développement effréné de la consommation de masse qui entraîne des gaspillages et un usage immodéré des ressources naturelles de la planète. Dans les années 1970, le Club de Rome avait déjà dénoncé cet état des choses dans un rapport célèbre publié en 1972 qui avait alors contribué à l'éveil de la conscience environnementale. Il faudra cependant attendre deux décennies avant que les Nations unies ne se saisissent de la question environnementale à travers la convocation du sommet de Rio en 1992. Toutefois, le néolibéralisme économique triomphant à partir des années 1980 sera une autre cause essentielle

des dérives du système économique dominant qui, désormais, est en train de ravager la planète. C'est le néolibéralisme qui a entraîné une accélération très rapide de la globalisation économique, laquelle a provoqué une concentration de pouvoirs hors norme aux mains des dirigeants des firmes multinationales, des banquiers, des médias internationaux. L'alliance de ces trois catégories d'entités avec les pouvoirs politiques nationaux, régionaux et internationaux aboutit à dessaisir les sociétés de la maîtrise de leur destin, à les fragmenter et les désarticuler au détriment de la cohésion sociale et politique des territoires et terroirs.

La corruption est devenue partout un système de gouvernement ; elle s'est aussi globalisée. Les demandes de transparence et surveillance, mais aussi la fabrication d'index divers (corruption, démocratie, compétitivité, globalisation, etc.) cachent mal le fait que la généralisation de la corruption engendre partout des oligarchies financières, riches à milliards de dollars, gagnés assurément à travers les systèmes de corruption. Ces derniers asservissent le monde des médias, la société civile, souvent le monde politique, et influencent même la vie académique.

Face à toutes ces dérives, le système des Nations unies apparaît impuissant, en dépit des nombreuses institutions spécialisées dont il est doté, qui ont pour tâche d'assurer un développement équilibré et juste de l'économie mondiale et des économies nationales.

Un diagnostic non moins sombre de la multiplication des violences

La multiplication des conflits armés et des violences, notamment dans la zone Méditerranée/Moyen-Orient et Europe centrale (l'Ukraine, après le démantèlement sanglant de la Yougoslavie), caractérise la vie internationale depuis l'effondrement du bloc soviétique. Le monde multipolaire pacifique dont beaucoup ont rêvé est loin de se réaliser. L'Otan qui aurait dû disparaître s'est au contraire renforcée en englobant toujours plus de nouveaux membres en Europe. En Extrême-Orient, les tensions sino-japonaises sont fortes, notamment à propos de la propriété de certains îlots en mer de Chine, cependant que la réunification des deux Corée est toujours aussi lointaine. Dans le continent indien, la situation de l'Afghanistan est plus que jamais explosive et la violence terroriste ravage toujours non seulement ce pays, mais aussi certaines régions

frontalières du Pakistan. La division du Cachemire entre le Pakistan et l'Inde reste un abcès de fixation entre ces deux pays.

L'éclatement de la Yougoslavie s'est fait dans un bain de sang et l'actuelle et dangereuse crise ukrainienne a révélé le retour aux pires atmosphères de la Guerre froide entre la Russie et les États membres de l'Otan. De plus, guerres et génocides ont frappé différents États africains et le terrorisme à prétention religieuse ravage, non seulement le Nigeria et les pays du Sahel, mais la Syrie, la Libye, la Somalie, l'Irak. Des puissances membres de l'Otan interviennent sans retenue aucune dans beaucoup de ces pays tourmentés, parfois sous couvert de résolutions du Conseil de sécurité, comme dans le cas le plus récent du Yémen.

Quant à la continuation de l'occupation de certains des territoires arabes occupés en 1967 par l'État d'Israël et en particulier la colonisation de la Cisjordanie, de la partie arabe de la ville de Jérusalem et des hauteurs de la partie syrienne du Golan, les Nations unies sont restées impotentes face à la perpétuation d'une telle situation contraire à tous les principes du droit international et du droit humanitaire.

Enfin, trop souvent le bilan des moyens mis en œuvre pour mettre en pratique le noble principe de l'instauration d'une justice pénale internationale est plus que décevant. Trop souvent, la composition et le travail des tribunaux créés reflètent les désirs politiques des États puissants de punir celles des parties au conflit qui se sont opposées à la volonté de la « communauté internationale », c'est-à-dire les États-Unis et les puissances européennes. Une extension totalement irrationnelle de cette justice a été la création d'un tribunal spécial sur le Liban pour identifier et juger les auteurs de l'attentat qui a coûté la vie en 2005 à l'ex-Premier ministre saoudo-libanais du Liban, Rafic Hariri. La justice pénale internationale, en effet, est faite pour juger des génocides, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et non des assassinats politiques. Très peu de temps après l'assassinat de Hariri, Mme Bhutto, ex-Premier ministre du Pakistan est tuée dans un attentat elle aussi, sans que la justice internationale s'en émeuve : preuve additionnelle des deux poids deux mesures pratiqués et de l'opportunisme imposé au système des Nations unies.

Cet opportunisme du système onusien est rendu possible par les pouvoirs exorbitants et sans aucun contrepoids, attribués aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité (France, Grande Bretagne, Russie, Chine et États-Unis), les véritables dictateurs de l'ordre ou des désordres internationaux. Ces cinq membres sont les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Ce choix n'avait pas

été innocent, annonçant que les intérêts de ces grandes puissances seraient dominants dans la gestion des affaires du monde. De plus, le pouvoir du Conseil est en fait hors norme, puisque le chapitre VII de la Charte des Nations unies lui permet le recours à la force, alors que toute la philosophie du système est celle d'assurer la paix du monde par des moyens pacifiques.

Après l'effondrement de l'URSS et sous le règne désordonné de Boris Eltsine, le Conseil de sécurité deviendra plus opérationnel, mais avec des décisions qui favorisent le plus souvent l'extension de l'hyperpuissance américaine dans le monde et notamment au Moyen-Orient. Certes, l'invasion de l'Irak en 2003 par la coalition militaire occidentale menée par les États-Unis et quelques alliés des États arabes n'a pu être autorisée par le Conseil de sécurité, en raison de l'opposition française, mais une fois l'invasion achevée, le Conseil a entériné et légalisé les dispositions prises par la puissance occupante.

Dans ce domaine, rappelons la pratique déplorable du Conseil de sécurité d'imposition de sanctions économiques ravageuses à l'encontre d'États mis au banc des accusés (à tort ou à raison), tels que la Libye, l'Irak, la Serbie, la Syrie et d'autres. Ces sanctions ont abouti en effet, non point à punir les chefs d'État et responsables politiques, mais les populations civiles dont les souffrances ont été considérablement augmentées. Dans le cas des sanctions contre l'Irak, prises à la suite de l'invasion de Koweït par cet État en 1990, ce sont les couches les plus pauvres de la population, notamment les femmes, les enfants et les vieillards, qui ont été durement affectés. Les sanctions ont abouti à une paupérisation générale de la société irakienne et à la réduction de l'espérance de vie, cependant que la contrebande ou les trafics réalisés par le système « pétrole contre nourriture » ont enrichi des privilégiés du régime et même des personnalités d'autres pays. On pourrait dans ce cas évoquer un « crime contre l'humanité », commis par le Conseil de sécurité.

Un rappel utile : le programme avorté de réforme de l'ordre économique international des pays non alignés (Groupe des 77)

En réalité, sur le plan politique, le système onusien a été largement instrumentalisé par les grandes puissances occidentales

qui ont la haute main sur la gestion de l'ensemble du système. Il est important ici de rappeler que, durant quelques années au cours de la période 1960-1975, le Mouvement des pays non alignés a tenté en vain d'atténuer cette domination occidentale sur la gestion du monde. Ses États membres ont réussi à faire passer à l'Assemblée générale – mais jamais au Conseil de sécurité – des résolutions importantes, notamment celles relatives à un ordre économique international plus juste, ce qui s'est traduit par l'adoption en 1974 par l'Assemblée générale d'une Charte des droits et des devoirs économiques des États. Auparavant en 1964, sous l'impulsion du Mouvement, avait été créée la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) qui avait développé un important programme de mesures internationales à prendre pour établir plus de justice et d'équité dans le fonctionnement des rapports entre pays riches et industrialisés et pays en développement. Il s'agissait notamment d'un projet de création d'une caisse de stabilisation du prix des matières premières, d'un projet de code de conduite des firmes multinationales pour faciliter les transferts de technologie aux pays non industrialisés, de la définition d'objectifs en matière d'aide internationale (0,7% du PIB des pays riches), de préférences commerciales pour les exportations industrielles des pays en développement, de la réforme des institutions monétaires et financières internationales issues des Accords de Bretton Woods (1944), entièrement dominées par les grandes puissances industrielles.

Cette influence des États membres du Mouvement des non-alignés avait suscité l'hostilité de certains grands États industrialisés, en particulier les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. Lorsque dans les années 1980, le directeur général de l'Unesco, Amadou-Mahtar M'bow, un Sénégalais, s'efforce de faire adopter une Charte de l'information destinée à réduire l'hégémonie des grands médias occidentaux et à diversifier les sources d'information, les États-Unis provoquent une crise majeure en se retirant de l'Unesco et en cessant de payer leur participation au budget de l'organisation. C'est à la même époque que beaucoup de gouvernements des pays industrialisés se plaignent du poids acquis par le Groupe des 77 qui entraîne avec lui dans les votes à l'Assemblée générale une grande partie des pays du tiers monde. Tensions et crises se font sentir dans d'autres organisations internationales, en particulier à la FAO où le directeur général, Edouard Sauma, un Libanais, ne mâche pas ses mots pour dénoncer les méfaits des grandes firmes

multinationales de l'agro-alimentaire, ce qui fait grincer des dents chez les gouvernements des pays industrialisés.

L'influence constructive du Groupe des 77 pour aboutir à un ordre international plus juste sera cependant l'objet d'une érosion importante due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la crise de la dette qui frappe un grand nombre de pays en développement à partir de 1982, en particulier des pays clés du Mouvement des non-alignés. Par ailleurs, le quadruplement des prix du pétrole qui a eu lieu en 1973 a entraîné les monarchies et émirats pétroliers de la péninsule arabique à s'aligner de plus en plus sur la position des grands pays industrialisés dans les questions internationales, politiques aussi bien qu'économiques. L'Arabie saoudite est cooptée pour devenir membre du Conseil d'administration du FMI. Les États du tiers monde surendettés sont eux aussi à la merci de leurs créanciers occidentaux. En effet, les créanciers forment un front uni face aux débiteurs qui doivent passer par les fourches caudines du FMI qui régent les discussions organisées entre chaque pays débiteur séparément et ses créanciers publics, regroupés dans ce qui est appelé Club de Paris (car les réunions se tiennent à Paris au siège du ministère des Finances), et ses créanciers privés, regroupés dans ce qui est appelé Club de Londres (siège de la City). En revanche les débiteurs ne parviennent guère à se regrouper pour faire face au cartel des créanciers. Ils sont en effet à leur merci pour pouvoir assurer le financement continu de leurs importations vitales, alors que leur trésorerie en devises est asséchée.

On peut d'ailleurs dater le coup d'envoi de la réaction occidentale aux demandes du Groupe des 77 au coup d'État militaire violent de 1973 contre le régime démocratique et progressiste de Salvador Allende au Chili, coup d'État entièrement appuyé par les États-Unis qui feront du Chili un laboratoire sanglant des nouvelles idées néolibérales extrémistes de l'école de Chicago. D'autres coups d'État suivront en Amérique latine. Sous le double règne de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande Bretagne, tout le système des Nations unies est progressivement asservi à cette idéologie. Les projets utiles du Groupe des 77 sont remisés aux oubliettes, cependant que l'agenda néolibéral, consacré par les recettes brutales de ce que l'on a appelé le consensus de Washington, est intégré au système des Nations unies.

Certes, l'agenda international va s'enrichir d'autres thèmes, tels que la protection de l'environnement à partir de 1992 avec

le sommet de Rio, puis l'introduction de nouveaux concepts tels que le développement soutenable, le capital social, la lutte contre la pauvreté, les biens publics globaux, les objectifs du millénaire, la société de l'information, la société numérique, l'économie du savoir. Ainsi disparaît toute idée de réforme de l'ordre économique international pour plus de justice et d'équilibre entre pays riches et pays en développement. La montée en puissance de certains grands pays du tiers monde au cours des deux dernières décennies, tels que la Chine, le Brésil, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et autres, ne changera pas fondamentalement l'orientation du système des Nations unies qui reste largement sous la coupe des grands États anciennement industrialisés qui, depuis 1975, se réunissent en un sommet annuel dit du G7 qui sert à confirmer la prédominance de l'agenda politique et économique unifié des puissances qui le composent (États-Unis, Grande Bretagne, Allemagne, France, Italie, Japon et Canada) dans le fonctionnement du système international et, a fortiori, celui des diverses institutions des Nations unies.

22

La constitution en 1999 d'un sommet annuel dit du G20 qui regroupe les membres du G7 et 12 pays dits « émergents », en sus de l'Australie, n'aboutit à aucun changement palpable débouchant sur un rééquilibrage du fonctionnement de la vie internationale et sur une approche différente des problèmes réels qu'affronte l'humanité : violences, guerres et tensions, maintien de la faim et de la sous-alimentation, gaspillage effréné des ressources naturelles au profit d'une surconsommation irrationnelle, concentration de richesses toujours plus effarante aux mains de milliardaires tout-puissants, poids toujours plus lourd des firmes multinationales et des grandes banques, pouvoir politique accaparé par des élites de plus en plus restreintes, application à géométrie très variable des principes du droit international et des droits de l'homme en fonction des intérêts géopolitiques des puissances dominantes dans la gestion du système international.

Certes, il faut se féliciter du recul relatif de la pauvreté dans les pays émergents, mais il ne faut pas oublier que la majeure partie de ceux qui sont sortis de la pauvreté provient des taux de croissance hors norme de la Chine. Mais le succès de cette dernière ou avant elle celui de la Corée du Sud ou de Taiwan ou d'autres économies n'est pas dû à la mise en œuvre des recettes du néolibéralisme, mais bien au contraire, au rôle très actif joué par l'État, les entreprises et les banques du secteur public. Ceci avait été aussi le cas des

expériences de la Prusse et du Japon à la fin du XIX^e siècle, ou celle de l'Europe occidentale durant la période dite des « Trente Glorieuses » (1945-1975) qui avait alors connu ses plus forts taux de croissance et la réduction la plus rapide et spectaculaire des inégalités sociales à travers une fiscalité redistributive élevée, qui n'avait guère empêché les investissements privés et la croissance, contrairement au credo néolibéral.

Du mouvement altermondialiste aux révoltes arabes et aux *sit-in* des « Indignés » et de « Occupy Wall Street »

En contrepartie, la globalisation économique à la mode néolibérale a abouti, aux États-Unis comme en Europe et dans d'autres États qui ont mis en application les recettes du consensus de Washington, à la paupérisation de nombreuses couches sociales, au chômage de masse, à une concentration de richesses toujours plus grande aux mains de moins de 1 % de la population. C'est cette situation qui a entraîné les grandes manifestations altermondialistes qui débutent à Seattle en 1999 et qui ciblent en particulier l'OMC nouvellement créée en 1994, qui est devenue un autre gendarme de l'ordre économique international injuste. Désormais, à chaque réunion des chefs d'État du G7 ou aux réunions du Forum de Davos, le *think tank* le plus puissant de la mondialisation néolibérale, les ONG membres du mouvement altermondialiste se mobiliseront pour organiser des manifestations et des *sit-in* exprimant le refus de la montée des injustices économiques, sociales et politiques dans le monde. Le mouvement passera au second plan de l'actualité médiatique avec le déclenchement du grand mouvement libertaire dans la plupart des sociétés arabes. Ce dernier à son tour inspire la constitution du mouvement des « Indignés » en Espagne, les manifestations populaires massives en Grèce, la mouvance « Occupy Wall Street » aux États-Unis.

En dépit de tous ces développements, le système de gouvernement du monde, tout comme celui de l'Union européenne ou celui des États-Unis, ne parvient pas à évoluer. Il reste obstinément le même. Bien plus, de graves tensions internationales déchirent l'Ukraine et un nombre grandissant de sociétés arabes sont livrées à des interventions extérieures intempestives qui entraînent des violences et destructions considérables, souvent entérinées par

les Nations unies. Bien pire, une résolution du Conseil de sécurité instituant une « *no fly zone* » en Libye, pour empêcher le régime de ce pays de bombarder des manifestants, est enfreinte par la France et l'Angleterre qui toutes deux se mettent à bombarder plus ou moins aveuglément les installations civiles et militaires libyennes, jetant ce malheureux pays dans un chaos indescriptible dont il est loin d'être sorti. À Bahreïn, l'Arabie saoudite fait pénétrer son armée pour mettre un terme au mouvement de protestation libertaire et social. En Syrie, trois membres au moins des Nations unies (l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, membre aussi de l'Otan) financent, arment et fournissent la logistique aux organisations terroristes issues de la mouvance d'Al Qaïda qui ont fait main basse sur l'opposition civile au régime. Deux médiateurs successifs des Nations unies montrent une impuissance totale à contribuer au moindre apaisement. Enfin, plus récemment, l'Arabie saoudite monte une coalition aérienne de pays arabes, laquelle pratique aussi, à l'abri d'une résolution du Conseil de sécurité, des bombardements systématiques du Yémen, le pays arabe le plus pauvre et le plus démuné.

24

Quant aux rapports entre la Russie et les États membres de l'Otan, ils sont revenus à ce qu'ils étaient aux pires moments de la guerre froide avec le déchaînement des médias occidentaux et la mise en place de sanctions économiques contre ce pays et ses responsables. Ici encore, les deux poids deux mesures dominant dans l'attitude de ce que l'on désigne à tort comme la « communauté internationale », car cette communauté est restreinte en fait aux membres de l'Otan. Le séparatisme slovène et croate, puis bosniaque et kosovar a été jugé tout à fait légitime comme point de départ sanglant de l'éclatement de la Yougoslavie dès l'effondrement de l'URSS ; le séparatisme des habitants de la Crimée et d'autres régions de l'est de l'Ukraine est jugé aujourd'hui comme une agression directe de la Russie sur les intérêts « occidentaux ».

Enfin, comment ne pas dénoncer les États qui prétendent parler au nom de religions déterminées et exercer leur emprise idéologico-religieuse sur les adhérents de ces religions, quelles que soient leur nationalité ou leurs origines ethniques. Il en est ainsi de trois des principaux alliés des États-Unis hors d'Europe, l'Arabie saoudite, le Pakistan et l'État d'Israël. Le droit international, en effet, ne peut être que laïc et ne peut pas connaître de différences religieuses. La loi internationale, tout comme les lois internes des États, ne peut être que la même pour tous les États, soit qu'elle protège, soit qu'elle

punisse. Aussi convient-il de condamner avec la plus grande vigueur l'instrumentalisation du religieux, telle qu'elle s'est installée dans la géopolitique mondiale depuis les années 1980, dans le but de susciter des conflits ou de les alimenter.

Peut-on remettre du bon sens dans la gestion des affaires du monde ?

Depuis la fin des deux guerres mondiales, le monde n'a jamais vécu aussi dangereusement. Une oligarchie internationale « mondialisée » est devenue totalement hégémonique dans la gestion du monde et l'instrumentalisation du système des Nations unies à son profit. Le phénomène le plus surprenant est le fait que de très nombreuses personnalités qui appartiennent ou ont appartenu à cette oligarchie non seulement en ont dénoncé les errements et la nocivité de l'idéologie qui y conduit, mais ont toujours proposé des réformes et des corrections afin d'assurer la stabilité, la paix et la justice dans le monde, ainsi que la préservation de l'environnement. Parmi les plus célèbres d'entre elles, l'économiste américain, prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, qui depuis plus de quinze ans ne cesse de dénoncer dans des ouvrages successifs de grande qualité les dérives effarantes de la globalisation néolibérale. Stiglitz a occupé d'importantes fonctions dans l'administration américaine ; il a aussi été vice-président de la Banque mondiale. Il sait donc vraiment de quoi il parle et ce n'est ni un « altermondialiste », encore moins un antimondialisation. Ses ouvrages identifient très clairement ce qu'il faut réformer et comment le faire. On pourrait en dire de même des ouvrages de Paul Krugman, autre économiste américain, prix Nobel d'économie. Mais rappelons que depuis plusieurs décennies, pas plus de quatre ou cinq économistes « dissidents » ont reçu ce prix prestigieux, contre des dizaines d'autres économistes quantitativistes adonnés à la croyance métaphysique des bienfaits des marchés dérégulés, qui ont consacré ainsi l'hégémonie du néolibéralisme dans l'enseignement des sciences économiques.

J'ai moi-même identifié dans mon ouvrage sur *Le nouveau gouvernement du monde*¹ les sources des dysfonctionnements économiques, mais aussi largement politiques, dans la gestion des

¹ Georges Corm, *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures et contre-pouvoirs*, La Découverte, 2010, 300 p.

affaires du monde. J'y ai décrit de plus la concentration de pouvoir hors norme dans cette gestion, sans aucun contrepoids éthique, moral ou plus simplement démocratique. Comme si le bon sens avait déserté le système de gouvernance mondiale, asservi aux intérêts d'une minorité de personnes et d'institutions. On peut d'ailleurs en dire de même du fonctionnement néolibéral aveugle des institutions de l'Union européenne. La souveraineté des États s'est rétrécie comme une peau de chagrin au détriment des classes moyennes et de ce qui reste de prolétariat de plus en plus appauvri et précarisé partout dans le monde. Aucun des grands mouvements populaires de protestations au nord comme au sud de la planète n'est parvenu à faire entendre sa voix, sauf en Grèce et en Espagne tout récemment. Les parlements apparaissent souvent comme des chambres d'enregistrement des décisions et orientations néolibérales du G7, du FMI et de la Banque mondiale et, sur le plan politique, du Conseil de sécurité des Nations unies.

26

Certes, se tiennent annuellement de grands sommets de chefs d'État de tous les membres des Nations unies sur les grands thèmes de l'environnement, de l'habitat, du statut de la femme, de la lutte contre la pauvreté, de la paix et de la sécurité, de la finance pour le développement, du développement durable, de l'information et du développement des nouveaux moyens de communication numériques et autres sujets à la mode. Les communiqués publiés à l'issue de ces sommets reflètent une rhétorique trop souvent creuse et contiennent des décisions dont aucune ne sera jamais mise en application avec célérité et vigueur. Car les vraies décisions se prennent dans le cercle fermé des individus et institutions qui ont en mains tous les leviers de commande de la gestion du monde.

Les membres de cercle fermé apparaissent frappés d'autisme, incapables de voir les dangereuses et explosives situations qui se multiplient sur la planète, tant sur le plan socio-économique et environnemental que sur le plan politique. Ils sont imperméables à la pertinence des critiques adressées au système actuel de gestion du monde, bien que la critique soit fortement articulée provenant de personnalités de l'establishment lui-même, de nombreux mouvements altermondialistes, des révoltes arabes de 2011 et des mouvements tels que les Indignés espagnols, ou celui américain d'« *Occupy Wall Street* ». La planète continue d'être gérée en dépit du bon sens et sans aucune régulation efficace, sinon les décisions arbitraires imposées dans le cadre d'un droit international appliqué à

géométrie tout à fait variable et dont certains acteurs sont totalement exemptés, alors que des peuples continuent d'être persécutés par des sanctions économiques qui les frappent cruellement, voire des bombardements couverts par des décisions du Conseil de sécurité, voire une colonisation de peuplement sauvage comme en Palestine occupée ou encore l'achat de vastes terres fertiles par des milliardaires ou des multinationales, notamment en Afrique, en prévision d'une raréfaction des denrées alimentaires, due aussi bien aux gaspillages et la surconsommation qu'à l'augmentation démographique.

Beaucoup, tel le célèbre sociologue allemand, Ulrich Beck, auteur d'un bel ouvrage savant sur la mondialisation², paru au début des années 2000, ont cru que les contrepoids aux pouvoirs démesurés qu'elle a engendrés étaient en train d'émerger par la création d'une société civile mondialisée elle aussi. Espérance qui ne s'est guère concrétisée au cours des dernières années. Les différentes sociétés civiles, y compris celles participant au Forum social mondial, sont bien trop atomisées et manquent cruellement de moyens de financement, en face de grandes ONG, le plus souvent américaines, disposant d'énormes ressources financières et humaines. L'émergence à l'industrialisation de certaines économies en voie de développement, notamment en Extrême-Orient où la Chine est devenue le second géant économique mondial après les États-Unis, n'a pas non plus changé grand-chose jusqu'ici. Il s'agit de dirigeants qui ont su profiter de la globalisation économique et qui jusqu'ici n'ont pas montré beaucoup d'empressement à arracher du pouvoir aux petites élites gouvernantes du monde. Leur mode de développement n'est guère différent de celui des autres économies anciennement industrialisées, mode statufié et ossifié à l'échelle mondiale.

On peut certes imaginer de créer d'autres *think tanks* alternatifs ayant pour vocation de dénoncer encore plus fortement l'état de choses actuel. Ainsi, il pourrait être mis en place des observatoires du comportement des catégories de décideurs ou d'exécutants d'une mondialisation hors contrôle et régulation ; mais aussi des observatoires dénonçant sans discontinuer l'arbitraire complet dans le comportement de certains organes des Nations unies, tels que le Conseil de sécurité, le FMI, la Banque mondiale ou l'OMS

² Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, 2003, Flammarion/Aubier, 564 p.

et autres organismes spécialisés, ou encore de l'Union européenne, mais aussi des grandes banques et sociétés multinationales. On pourrait en outre concevoir la mise sur pied d'observatoires de la façon dont les conflits sont suscités et le plus souvent attisés dans les grands médias internationaux euro-américains qui, en général, telle une meute, pratiquent l'imprécation et la désinformation ou la simplification quant aux enjeux des conflits et soutiennent et idéalisent une des parties en cause contre une autre, totalement diabolisée. De tels observatoires seraient certes fort utiles, mais en l'absence de nouveaux grands mouvements populaires de refus de l'ordre existant, leur efficacité immédiate restera limitée.

Il paraît surtout important à ce stade que, dans les démocraties industrialisées, les électeurs se mobilisent hors des grands partis de l'ordre établi et des partis chauvins et racistes pour faire accéder à la gestion des États des hommes et des femmes indépendants de ces partis. Cela a commencé en Espagne et en Grèce. Il faut que cela continue et participe de la relance des mouvements protestataires ailleurs dans le monde. Certes, il conviendra d'éviter que ne se répète ce qui est arrivé au grand mouvement arabe de révolte libertaire tout autant que socio-économique. Ce dernier s'est en effet heurté à des contre-révolutions dégénéralant en guerres « civiles », ethniques et sectaires, largement attisées par des interventions militaires massives et conjointes d'États démocratiques occidentaux alliés aux pires régimes réactionnaires des monarchies et émirats pétroliers arabes.

Il serait utile en outre d'œuvrer à discréditer les notions trompeuses utilisées pour justifier les désordres et violences actuelles, telle celle qui évoque sans cesse les « vœux de la communauté internationale », alors qu'il ne s'agit que de la volonté partisane des États-Unis et leurs alliés de l'Otan. D'autres expressions devenues parties intégrantes du langage onusien, telles que le « développement soutenable », devraient être remplacées par des concepts opératoires tels que la modération consommatrice, la justice sociale, l'équité, la redistribution des richesses hors norme qu'accumulent *tycoons* financiers, détenteurs d'empires médiatiques ou oligarques à la mode russe. Car un développement économique continu sans horizon n'est pas soutenable. Sur ce plan, il conviendrait d'œuvrer pour réintroduire dans la gestion politique et économique des affaires des nations et du monde les notions d'éthique et de moralité qui ont depuis longtemps déserté cette gestion. Cette absence de principes éthiques a anesthésié de très larges pans des opinions qui peuvent

soutenir et réélire les mêmes dirigeants corrompus, en réalité admirés pour leur capacité à ne respecter ni les lois positives, ni l'éthique et la morale. Ceci en fait des « héros » dont la qualité principale est d'avoir perdu tout sens de l'éthique et de la justice, à la différence du personnage mythologique de « Zorro ».

Il y a ici un très long travail que doivent continuer d'accomplir tous ceux qui dénoncent l'état de choses existant, au niveau médiatique, mais aussi académique.

C'est dire que le changement peut être encore long. Mais cela ne doit pas être une raison de baisser les bras un attendant le « grand soir » de l'effondrement du système toxique actuel de gouvernement du monde.

Résumé:

Le présent article a pour but de s'interroger sur l'impossible réforme du système de gouvernement du monde en dépit de toutes les conséquences négatives qui se font jour depuis quelques décennies, aussi bien sur le plan économique et social que sur celui de la géopolitique et des conflits et violences qui se multiplient et déchirent notre planète. Après avoir passé en revue les nombreux méfaits du système, l'article évoque les efforts déployés jusqu'ici pour atténuer les conséquences d'une mondialisation basée sur un néolibéralisme déchaîné, laquelle a abouti à une énorme concentration de richesse et de pouvoir aux mains d'une minorité. Dans la foulée, l'article analyse les dérives politiques et militaires du système de gestion du monde dans lequel l'esprit de la Charte des Nations unies est totalement dévoyé, notamment à travers les deux poids deux mesures pratiqués à l'encontre des États membres par les résolutions du Conseil de sécurité. Pour conclure, l'auteur ouvre des pistes de réflexion additionnelles pour pouvoir mieux peser sur les décisions de la petite minorité qui gouverne et opprime le monde en dehors de tout critère éthique et moral.

